

Zeitschrift:	Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber:	Union syndicale suisse
Band:	40 (1948)
Heft:	9
Artikel:	Le 80e congrès syndical de Grande-Bretagne à Margate, du 6 au 10 septembre 1948
Autor:	Bernasconi, Giacomo
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-384560

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

impulsion au mouvement; le Conseil fédéral lui en a donné une seconde en créant la possibilité de munir les contrats collectifs de la force obligatoire générale. Enfin, l'article 34^{ter} de la Constitution accepté en 1947: « La Confédération a le droit de légiférer sur les rapports entre employeurs et travailleurs, notamment sur la réglementation en commun des questions intéressant l'entreprise et la profession », ouvre, lui aussi, de nouvelles possibilités.

Le 80^e congrès syndical de Grande-Bretagne

à Margate, du 6 au 10 septembre 1948

Par *Giacomo Bernasconi*

Il n'était pas de coutume, jusqu'ici, chez les syndicats britanniques, d'inviter à leurs congrès annuels des délégués des organisations sœurs du continent. En revanche, la traditionnelle amitié les unissant au mouvement syndical de l'Amérique du Nord trouvait chaque fois son expression dans la présence de « délégués fraternels » de l'American Federation of Labor et des syndicats canadiens. Cette année, du fait que la commission de liquidation de l'ancienne Fédération syndicale internationale (F. S. I.) était convoquée pour le 8 septembre à Margate, lieu du congrès, un certain nombre de collègues de Scandinavie, de Hollande, de Belgique et de Suisse eurent le privilège de recevoir une invitation à participer à ce 80^e congrès annuel des Trade Unions Congress (T. U. C.). Ils l'acceptèrent avec plaisir en raison de son importance. Au cours des délibérations, le secrétaire général du T. U. C., Vincent Tewson (successeur à ce poste de lord Walter Citrine), déclara que dorénavant, en plus des centrales syndicales de l'Amérique du Nord, les centrales nationales amies du continent européen, seront invitées à « tour de rôle ». Nous en sommes très heureux et avons l'espoir que cette décision permettra à l'Union syndicale suisse de renforcer les liens d'amitié qui l'unissent déjà aux syndicats britanniques.

Il ne m'est pas possible de faire un rapport complet des délibérations de Margate ou de donner seulement un aperçu de toutes les impressions recueillies au cours des trois jours passés en compagnie de nos collègues britanniques. Je dois me borner aux points culminants et les commenter brièvement pour nos lecteurs. Même le choix de ces événements n'est pas très facile, tant ils furent nombreux.

Le premier événement d'importance fut le discours de sir Stafford Cripps, ministre responsable pour la politique économique, sur la productivité de l'économie britannique. Son discours ne fut pas long. Ce que Cripps avait à dire au congrès, il l'exprima en

une petite demi-heure. Son argumentation fut si solide que les délégués en discutèrent durant plusieurs jours; son retentissement fut également énorme dans la presse britannique. Cripps déclara d'emblée qu'il y a une année à peine les difficultés économiques paraissaient presque insurmontables; puis il rendit hommage au savoir-faire de Bevin et au sens des responsabilités qu'avait prouvé la classe ouvrière de Grande-Bretagne qui, conjointement, grâce à l'utilisation de l'aide des Etats-Unis, d'une part, et, d'autre part, grâce au rendement supérieur de son travail et à une certaine retenue dans ses revendications de salaire, permit une rapide amélioration de la situation économique, amenant ainsi le pays sur la voie d'une amélioration certaine. Il y a une année, le pays subissait une forte pression inflationniste. Pour la combattre, il fallut établir un budget anti-inflationniste. Il était nécessaire de maintenir les subventions destinées à lutter contre le renchérissement du coût de vie et même d'augmenter ces mesures; en revanche, il était non moins indiqué d'arrêter la spirale prix-salaires et de prendre des mesures fiscales contre le danger menaçant et déjà apparent d'inflation. Il a été possible de maintenir le plein emploi, si bien que le pays ne possède aujourd'hui plus aucune réserve en main-d'œuvre. Le commerce extérieur britannique dans l'hémisphère occidental s'est accru de 23% et dans d'autres régions de 19%. Ce résultat n'a pu être obtenu que grâce au dur travail et à l'auto-limitation. « Notre peuple, ajouta l'orateur, a donné la preuve d'être la démocratie la plus intelligente du monde. Mais nous n'avons pas encore franchi la montagne; le fossé entre les importations et les exportations n'est pas encore comblé, si ce n'est que par un pont jeté grâce à l'aide américaine. Si nous voulons gagner définitivement notre bataille, d'autres efforts seront encore nécessaires, notre salut ne réside que dans un nouvel accroissement de la production. Mais, bien entendu, le coût de cette production accrue ne doit pas augmenter, sinon cela équivaudrait à une baisse des salaires réels et du standard de vie. » L'orateur s'en prend ensuite à la campagne communiste pour la diminution des profits; il prouve, chiffres en mains, que l'augmentation des profits depuis la fin de la guerre est de beaucoup inférieure à celle des salaires. La part du revenu de l'économie que reçoit le travail en Grande-Bretagne est actuellement de beaucoup supérieure à ce qu'elle ne fut jamais dans l'histoire. Les travailleurs ne tireraient d'ailleurs pas grand avantage d'une baisse forcée des profits. Si l'on diminuait le profit d'un quart, cela ne ferait qu'une augmentation de salaire de 4 pence par livre anglaise, c'est-à-dire 1,66% (la livre anglaise représente 240 pence). « Si nous tenons à persévérer dans l'amélioration de notre situation, nous devrons alors recourir à plus de force musculaire ou à plus de cervelle; je me prononce pour plus de cervelle. » Cripps constate alors avec plaisir que les syndicats britanniques sont aussi de

cet avis et c'est pourquoi ils ont engagé une action coordonnée avec l'Union des industriels en vue d'accroître la production et la productivité. « D'aucuns trouveront peut-être que le prix à payer paraît élevé, dit en terminant l'orateur, mais la liberté, l'indépendance et un standard de vie raisonnable dans un avenir pas trop éloigné méritent vraiment un tel prix; il ne sera jamais trop élevé. Plus nous mettrons d'énergie et de force spirituelle pour obtenir une plus forte production et plus vite nous aurons regagné l'honneur et la dignité de notre complète indépendance économique ainsi que le standard de vie auquel nos travailleurs ont un droit mérité, mais que nous ne pouvons pas encore nous permettre actuellement. »

Après le discours Cripps, on liquida les points du rapport de gestion et les résolutions relatives aux questions de politique économique, de création d'institutions paritaires entre organisations syndicales et patronales et du problème de la participation ouvrière à l'administration des industries nationalisées. Les résolutions présentées par le Conseil général concernant ces diverses questions furent adoptées sans exception, tandis que les tentatives d'obstruction des communistes, auxquelles la présidente, Miss Florence Hancock, avait déjà fait allusion dans son discours inaugural, étaient accueillies par de nombreuses interruptions désapprobatives et finalement repoussées à une très grande majorité.

Ce revirement d'attitude à l'égard des communistes est d'ailleurs ce qu'il y a de plus frappant au congrès. Il y a un an, lorsque le délégué fraternel de l'A. F. of L. se permit de critiquer la Fédération syndicale mondiale ainsi que l'attitude des communistes dans le monde, il fut littéralement hué. Mais à Margate, quand le délégué de l'A. F. of L., Edward-J. Volz, parla du Plan Marshall et contre le nouveau totalitarisme, les interruptions des communistes furent couvertes par les applaudissements de la majorité, de même que l'intervention du délégué canadien faite dans le même esprit. Evidemment, les événements qui se sont produits entre les deux congrès — citons seulement Prague et Berlin — ont ouvert les yeux aux syndiqués de Grande-Bretagne. Ils ont entrevu le danger d'agression communiste; leur force de résistance s'est réveillée. Les communistes ne paraissaient pas avoir conscience de cette atmosphère complètement modifiée. Ils s'exposèrent délibérément à essuyer défaites sur défaites durant tout le congrès. Peut-être n'étaient-ils plus maîtres de leur propre attitude, celle-ci leur étant dictée du dehors par une instance étrangère au mouvement syndical.

C'est au cours de la discussion sur les problèmes internationaux que les communistes donnèrent toute la mesure de leur incroyable incompréhension des véritables sentiments qui animent les travailleurs et les syndicats britanniques. Le rapport de gestion donnait succinctement aux délégués un aperçu de la situation et de l'activité

de la Fédération syndicale mondiale (F. S. M.). Il fallut évidemment signaler aussi sa carence dans sa manière d'agir au sujet du Plan d'aide à l'Europe et faire rapport sur la conférence syndicale internationale des pays favorables à ce plan. Ce rapport très objectif était rédigé en termes prudents; aucune personne non prévenue n'aurait pu supposer qu'il donnerait lieu à un vif et dramatique débat. Et cependant, déjà le 8 septembre au matin, le congrès attendait fiévreusement l'ouverture des débats, prévue pour l'après-midi, sur les problèmes syndicaux internationaux. La raison en était le dépôt d'une résolution par les syndicats des boulangers et des travailleurs du tabac, demandant au congrès de renforcer l'appui accordé à la F. S. M. et enjoignant aux représentants du T. U. C. de s'opposer à toute tentative d'affaiblir ou de nuire à l'unité au sein de la F. S. M. La résolution exaltait en outre la F. S. M., « principal facteur de paix dans le monde et sauvegarde de la classe ouvrière contre l'agressivité du capitalisme monopolisateur ». La résolution apparaissait comme une innocente manifestation déclamatoire, mais tout non-communiste vit en elle une attaque contre le Conseil général des trade-unions, contre sa politique au sein de la F. S. M. et une motion de blâme contre les représentants britanniques au sein de cette organisation. Cette impression ne put pas être effacée par les hypocrites assurances données par les auteurs de la proposition que toute critique à l'égard du Conseil général était exclue. Le premier inscrit pour la discussion, Will Lawther, président des mineurs, dénonça en termes cinglants les véritables responsables des tensions au sein de la F. S. M. « Vos recommandations vont à la fausse adresse. Votre résolution n'a pour but que de faire dévier sur le T. U. C. les responsabilités d'un éventuel échec de la F. S. M. » Le président du syndicat des ouvriers des entreprises de chimie, R. Edwards, déclara qu'il se trouvait très souvent en désaccord avec le Conseil général et avait rarement l'envie de lancer « une critique contre Arthur Deakin », mais en ce qui concerne la F. S. M., la patience et la tolérance de Deakin resteront « légendaires » dans l'histoire du mouvement syndical international. Si Deakin n'avait pas jurement exercé ces vertus, depuis longtemps déjà il n'y aurait plus de F. S. M.

Puis ce fut au tour d'Arthur Deakin, secrétaire général des ouvriers des transports et président de la F. S. M., à prendre la parole. Il fit comprendre combien il lui en coûtait de participer à ce débat; mais sa qualité de président de la F. S. M., qui, vainement, s'est sans cesse efforcé d'atténuer les différends quant à l'activité de la grande organisation mondiale, l'oblige à parler ouvertement. Si l'on se plaint que l'on évoque toujours les discordes de la F. S. M. et jamais ses succès, cela provient de ce que la F. S. M. est sous la domination communiste et qu'il ne peut dès lors guère être question de succès. Les membres de l'ancienne F. S. I. ont aussi

cherché à faire de la nouvelle organisation mondiale un instrument syndical efficace. Au lieu de cela, sous l'influence des syndicats russes et de leurs satellites, elle est devenue toujours plus un instrument de la politique soviétique. Tous les efforts tentés par les représentants du T. U. C. et de ses amis ne leur ont valu dans le camp communiste et au secrétariat général de la F. S. M. que moqueries, mépris et outrages dans le jargon communiste bien connu. On doit se demander aujourd'hui si l'on n'a pas perdu beaucoup trop de temps dans le vain espoir de maintenir, au nom de l'unité et de la cohésion du mouvement syndical international, une organisation dont l'incompréhension politique et l'impuissance syndicale deviennent toujours plus évidentes. Le congrès doit repousser la résolution communiste et lui laisser, ainsi qu'aux autres délégués du T.U.C., le soin de défendre la semaine prochaine à Paris, au sein du bureau exécutif de la F. S. M., la politique du Trade Union Congress.

Les deux syndicats auteurs de la proposition n'étaient pas en mesure de la retirer, car elle n'était pas de leur cru, mais leur avait été imposée sans doute par le Parti communiste.

Le congrès acclama les conclusions du discours Deakin par une tempête d'applaudissements. Les témoins de cette manifestation, connaissant bien le flegme légendaire des Anglais si souvent pris pour de l'indifférence, prétendirent que cet événement était sans précédent dans l'histoire des syndicats britanniques.

La résolution communiste fut repoussée à mains levées, à une telle majorité que ses auteurs renoncèrent à en demander le dénombrement.

Quelles seront, pour la F. S. M., les conséquences de l'attitude des syndicats britanniques, provoquée par les communistes? Quand ces lignes paraîtront, nous le saurons peut-être, puisque le bureau exécutif de la F. S. M. se sera réuni entre temps. Quel qu'en soit le résultat, personne ne pourra reprocher aux représentants britanniques d'avoir provoqué la scission, vienne-t-elle actuellement ou plus tard. Toute la responsabilité en pèsera sur les communistes et leur besoin de domination, ainsi que sur la servilité du secrétariat général de la F. S. M., d'une part, et l'aveuglement congénital des communistes anglais, d'autre part, lesquels pourront peut-être se vanter d'avoir déclenché la rupture et donné à la F. S. M. le coup de grâce. Mais nous supposons plutôt que la patience et la tolérance de Deakin, vantées même par ses adversaires, l'inciteront peut-être, une fois de plus, à donner créance aux hypocrites assurances des communistes. Cela ne servira de rien, sinon à prolonger le malaise et occasionner une nouvelle perte de temps. Nous disons cela sciemment, en pleine connaissance de nos responsabilités à l'égard du mouvement syndical suisse et international.

Un autre fait saillant sur lequel se concentra l'attention du congrès, aussi bien que celle des délégués, des hôtes, de la presse

et de l'opinion publique, fut marqué par le débat sur la question des prix et des salaires qu'introduisit Vincent Tewson en complément du rapport de gestion du Conseil général. L'on n'ignore pas qu'au cours d'une conférence spéciale réunissant les comités centraux des fédérations des syndicats britanniques ceux-ci s'étaient affirmés à une grande majorité pour une politique d'extrême prudence en matière de revendications de salaires, à la condition que le coût de la vie et les profits ne subiraient pas d'augmentations. Le rapport complémentaire décrivit la situation et souligna l'aide reçue et que recevra encore la mère patrie britannique de ses dominions et du Plan Marshall. Mais les syndicats britanniques sont parfaitement conscients que cette aide ne peut que faciliter la période transitoire et qu'un rétablissement complet ne dépendra que de nos propres efforts. En vérité, malgré la tendance à la hausse sur le marché mondial des matières brutes, le nombre-indice ne s'est élevé que de 2% et dans nombre de cas les prix ne purent être maintenus que grâce au fait que le revenu du capital investi dans l'industrie fut abaissé. Le 93,5% de toutes les sociétés payant des dividendes ont versé dans l'année courante des bénéfices inférieurs ou du même montant que l'année passée. Quant aux salaires, il en fut exactement de même que chez nous en Suisse, c'est-à-dire que l'on a adapté les salaires dans les secteurs où ils étaient encore particulièrement bas. On a augmenté presque exclusivement les salaires des femmes et des jeunes gens. Le gouvernement a travaillé avec succès, le contrôle des prix a été renforcé, les subventions versées pour certaines denrées ont été augmentées afin de maintenir le standard de vie du peuple travailleur. Il serait dès lors erroné de modifier dès à présent cette politique après ce court essai.

Deux résolutions se trouvèrent en présence sur cet objet. L'une, favorable, émanait des ouvriers du vêtement. Elle était appuyée par le syndicat des employés de banques et d'assurances et fut brillamment présentée devant le congrès par Anne Longlin, ancienne présidente du Conseil général du T. U. C. et vice-présidente de l'actuel congrès. La résolution rejetante était introduite par le syndicat des électriciens et soutenue par trois autres fédérations. Au vote, une modification de la politique actuelle fut repoussée par 5 207 000 mandats contre 2 184 000. C'est à peu de chose près la proportion des voix par laquelle fut instaurée la politique actuelle à la conférence syndicale de mars 1948. Deux autres votations faites à mains levées approuvèrent la politique du Conseil général à de telles majorités que personne ne songea à demander un pointage. Ainsi, les syndicats britanniques ont renforcé leur appui à la politique gouvernementale.

Une surprise était encore réservée au congrès par l'intervention du deuxième délégué de l'A. F. of L., qui stigmatisa l'« attitude foncièrement erronée » de l'actuel système économique américain.

Il qualifia la loi antisyndicale Taft-Hartley de plus dangereuse que la loi britannique correspondante de 1927 que le gouvernement labouriste annula en arrivant au pouvoir. L'inflation a fait en Amérique infiniment plus de progrès qu'en Grande-Bretagne. L'orateur affirma sa conviction que l'on verra un jour le mouvement syndical américain entrer dans l'arène politique, marcher au socialisme et agir comme l'ont fait ses frères britanniques en socialisant les industries-clefs. Ce discours fut un éloquent et passionné plaidoyer en faveur du socialisme et de la fraternité. Les congressistes le saluèrent par d'interminables applaudissements. Jamais l'on n'avait encore vu, nous dit-on, un délégué de l'A. F. of L. recueillir de tels applaudissements à un congrès syndical britannique.

Le résultat des élections au nouveau Conseil général correspond au déroulement général du congrès. Comme jusqu'ici, un seul communiste siégera dans l'organe exécutif supérieur du T. U. C. Qui-conque était suspect de sympathie pour les communistes dut le payer par un échec ou une perte de suffrages. Le président du Conseil général pour la nouvelle année administrative a été désigné lors de la première séance consécutive au congrès en la personne de Will Lawther, président de la Fédération des mineurs.

L'opinion britannique a été extraordinairement intéressée par le congrès. Elle attendait sa prise de position au sujet des problèmes économiques. La décision confirmée de freiner les revendications de portée économique prouve que l'on a conscience *qu'il n'est pas d'autre politique possible pour assainir l'économie britannique*. Sans aucun doute, l'attitude du congrès n'a pas seulement accru l'autorité du T. U. C., mais également celle du gouvernement travailliste. Le mouvement syndical britannique a confiance en son gouvernement travailliste tout en veillant à ce que les intérêts de ses membres et ceux de la classe ouvrière en général soient sauvagardés. La communauté de pensée entre gouvernement, mouvement syndical et Parti travailliste, en ce qui concerne la vie et le but de leurs efforts, est finalement la meilleure garantie de succès.

Le deuxième résultat marquant du congrès est la claire et indubitable prise de position contre les manœuvres perturbatrices des communistes et la profession de foi passionnée du mouvement syndical britannique en faveur des véritables principes démocratiques. Après ce congrès majeur, le T. U. C. pourra prendre légitimement la tête du mouvement syndical international démocratique avec la pleine autorité que lui confèrent 8 millions de membres.